

Niveau d'implication des acteurs et respect des principes et obligations de la Réforme du Secteur de Sécurité par les FARDC et la PNC en Province du Nord-Kivu en RDC de 2011-2016

Par Deogratias Chimerhe Munguakonkwa¹

Résumé

Les faibles performances observées sur le terrain dans la mise en œuvre de la réforme des Farde et de la Pnc en Province du Nord-Kivu ne seraient-elles pas liées en partie au faible niveau d'implication des acteurs et le déficit dans le respect des principes et obligations de la RSS? La présente étude qui intègre le domaine de la gouvernance démocratique des systèmes de sécurité a interrogé 103 acteurs du secteur de la sécurité. Les difficultés d'application du processus RSS dans ses phases s'observent. La non implication des l'ensemble des acteurs de la sécurité est dominante à 61,16%. La réforme n'a respecté ni la transparence, ni la redevabilité, ni l'appropriation locale, ni les droits humains, ni la primauté du droit, ni le respect des normes démocratique et n'a pas été un espace d'intégration des politiques de sécurité. La contre performance se chiffre à une moyenne de 59,59% de non respect.

La RSS a été d'une performance inférieure aux besoins en matière de sécurité 39,81%. D'où son caractère irrévérencieux et externalisé et l'inclination à refonder la RSS sur les bases d'une gouvernance partagée et démocratique du secteur de la sécurité en vue de permettre un contrôle véritablement citoyen des forces publiques.

Mots clés: Réforme, sécurité, processus Rss, niveau d'implication, acteurs, respect des principes, obligations, Gouvernance, Police, Forces armées.

Abstract

Done the weak performances observe of Farde's and Pnc's reform in North-Kivu Province would not they be bound in part to the weak level of implication of the actors and the deficit in the respect of SSR's principles and obligations? The present survey that integrates democratic domain of the security governance systems interrogated 103 actors from security sector.

The difficulties of application, in SSR process steps, was obvious. The security actors non implication is dominant to 61,16%. The reform didn't respect transparency, accountability, local appropriation, human rights, the pre-eminence of the right, the democratic respect norm. This reform was not a space of security policies integration. The weakest performance adds up to an non respect average of 59,59%. The SSR was of a lower performance to the needs concerning security 39,81%. From where, SSR was of an irreverent and externalized characters so, our inclination to refonder the SSR on the bases of a shared and democratic governance of the security sector in order to allowed a public forces truly under citizen control.

Key words: Reform, security, Sector Security Reform, level of implication, actors, principles, obligations, Governance, Police, Armed forces.

Date of Submission: 25-08-2020

Date of Acceptance: 09-09-2020

I. INTRODUCTION

La sécurité d'un pays constitue l'élément fondateur de tout Etat au regard de ses missions premières traditionnelles et modernes. Sans ce pilier, tout n'est que sable mouvant et gestion caricaturale institutionnelle éphémère. Lorsqu'un pays perd ses capacités d'assurance de la sécurité aux individus et aux groupes sociaux qui le composent, il perd par ricochet ses assises et tombe dans une fragilité déconcertante. C'est le cas de la RDC qui, depuis plus de deux décennies, patauge dans des guerres, des rébellions et des massacres sans précédents.

La protection de la population est devenue un mot vain en RDC particulièrement dans la partie Est où pullulent les groupes armés et où le retour à l'autorité de l'Etat est devenu une casse tête et une chimère endémique. Face aux violations massives des droits de l'homme ; massacres, tueries, assassinats, viols, kidnappings,... les populations se sentent de plus en plus désarmées et abandonnées à leurs tristes sorts. En

¹ deochimerhe@gmail.com; enseignant à l'Université de Goma et doctorant à l'Université de Kisangani

2016, au Nord-Kivu, au premier semestre, l'ONG CAPD note les cas d'insécurité en ces termes 237 décès par armes, 155 blessés par armes, 10 soumis à la vindicte ou à la justice populaire, 122 kidnappés et 160 viols. Pour cette organisation, les présumés auteurs sont essentiellement les hommes armés, 753 et un seul cas de crime non armé².

Après les défaillances des forces armées de la République, face aux désastres humanitaires (plusieurs millions des morts : entre 3,5 et 6 millions³ voire plus, des millions des déplacés internes, des violations massives des droits de l'homme), les acteurs internationaux et nationaux ont convenu pour la voie de la Réforme du Secteur de la Sécurité. Cette inclination, selon les acteurs permettra, pour un tant soit peu, de renforcer et former une armée qui était tombée en décrépitude totale. Observée depuis octobre 1996 lorsque les attaques sont conduites par différentes rébellions de l'est : la guerre de Banyamulenge (AFDL), la guerre de rectification (RCD), la guerre de Laurent Nkunda, la guerre du M23, ... Plusieurs fois, l'armée régulière a dû fuir devant les forces des rebelles, abandonnant les populations entre les mains des bourreaux, si parfois eux-mêmes ne les sont pas devenus.

Les déchirures de l'Etat ont reposé sur cette décomposition des forces avec plusieurs groupes armés à tendance centrifuges et à base ethniques orientés vers la protection du territoire menacé par des agressions extérieures et des conflits internes d'intérêts et des pouvoirs. Les inclinations ont été orientées vers les fusions, les intégrations militaires et les réformes. En 2011, l'Etat s'engage dans une réforme du secteur de la sécurité « RSS », dans ses deux composantes FARDC et PNC. Des mesures sont prises, des restructurations sont entamées et les innovations sont engagées. Plus de sept années après, il s'avère impérieux de se demander si le niveau d'implication a été suffisant, fort et intégratif pour réunifier les forces, pour créer une armée républicaine, nationaliste, et dissuasive. Face à la persistance des groupes armés incontrôlés au Nord-Kivu, quel a été le niveau d'implications des acteurs du secteur de la sécurité et de respect des principes et obligations de la RSS en cours dans les FARDC et la PNC ? Les faibles performances observées sur le terrain dans la Province du Nord-Kivu ne seraient-elles pas liées en partie au faible niveau d'implication des acteurs ?

Le processus des RSS en cours en RDC, aurait faiblement impliqué les différents acteurs de la sécurité, les principes et obligations des RSS⁴ n'auraient pas été respectés ce qui a impacté négativement la performance de ce programme. En plus le local n'aurait pas accepté les politiques et stratégies du niveau central en matière de sécurité interne et externe. Cette étude vise dans un premier temps à circonscrire le processus RSS en RDC et marquer les déficiences observées dans sa conception. Elle veut ensuite préciser le niveau d'implication et de respects des principes de la RSS par les acteurs et enfin, discuter du faible niveau de performance comme un facteur consécutif à la faible implication du local et au non partage de la gestion de la sécurité entre le local et le central.

La présente étude qui intègre le domaine de la gouvernance démocratique des systèmes de sécurité se subdivise en trois points outre la partie introductive et la conclusion. Le point un présente le processus de la RSS et l'implication des acteurs dans les conditions normales. Les matériels et méthodes font l'objet du point deux qui montre les aspects méthodologiques de l'enquête diligentée pour apprécier le niveau d'implication. Le point trois traite de l'externalité et du caractère irrévocable de la RSS dans le contexte de la RDC en général et du Nord-Kivu en particulier.

II. PROCESSUS DE LA RSS ET IMPLICATION DES ACTEURS

2.1. Processus de la réforme : schémas de base

Une RSS avec gouvernance intégrée obéit généralement à six phases (figure 1) : les préalables (besoins sociaux et sécuritaires), le cadre institutionnel (local, national et international), l'implication des acteurs, l'allocation des moyens, la mise en place des forces de sécurité et enfin, le contrôle et redevabilité. Partant des nombreuses littératures sur les réformes des systèmes de sécurité, OCDE⁵ et OIF⁶, il y a lieu de dégager deux

² ONG CAPD, Différents cas d'insécurité enregistrés et victimes en 2016, Goma, inédit, 2016

³ La discussion sur les estimations des morts, dans la guerre des grands-lacs, part des chiffres donnés par l'ONG International Rescue Committee qui donne 5,4 millions de morts en RDC de 1997 à 2007 ; si l'on y ajoute le nombre de 4 millions de morts de réfugiés hutu selon le juge espagnol Andreu Merelles. Lire à ce propos, le prologue Pierre PEAN, *Carnage les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Fayard, 2010. p.9-10.

⁴ La réforme du secteur de la sécurité (RSS) est un concept qui est apparu à partir de la fin des années 90, théorisé principalement en Suisse par le Centre de Genève pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées (DCAF) créé par le gouvernement suisse, celui-ci est l'une des institutions mondiales les plus avancées dans le domaine de la réforme du secteur de sa bonne gouvernance (GSS, gouvernance du secteur de la sécurité). Il est composé des 52 Etats et fonctionne avec trois départements : division recherche, celle des opérations et celle des programmes spéciaux.

⁵ OCDE, *Reforme des systèmes de sécurités et gouvernance, principes et bonnes pratiques*, 1^{er} Ed. OCDE, 2005.

⁶ OIF, *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, UNREC, RASS, OIF, Paris, 2010.

schémas de bases complémentaires (figure 1&2) pour comprendre ce processus dans ses aspects idéaux et son application en contexte normal ou post-conflit comme celui qui se déroule en RDC actuellement. Les processus de réforme dans le monde obéissent à des règles reposant sur différentes phases. Normalement ceux-ci devraient s'inscrire dans des logiques véritablement à base populaire, ce qui ne semble pas avoir été le cas en RDC. Les RSS partent ensuite de la vision nationale, du gouvernement et de ses partenaires qui dégagent des cahiers des charges. Elles devraient, en outre, montrer la place des équipes pluridisciplinaires d'experts indépendants à travers les descriptions et les analyses, les ateliers participatifs à la base avec différents acteurs du secteur de sécurité ainsi que l'évaluation, la stratégie et la mise en œuvre. La réforme en cours en RDC devrait aussi passer par cette procédure.

Les processus doivent démarrer avec les sensibilisations, les concertations et les états généraux de la sécurité pour dégager les axes stratégiques, (les politiques nationales de sécurité, celles internes et celles externes). Il s'agit de proposer des plans d'action, de programmes de la gouvernance de la sécurité et des projets sur la sécurité. Cette étape est suivie par les mécanismes de mise en œuvre et de mobilisation des ressources. Tout se clôture par des évaluations. (Figure 2). Dans ces processus, les besoins et les problèmes en matière de sécurité devraient d'abord être hiérarchisés et les contraintes définies ; ensuite, les priorités devraient être traduites en options claires au travers des possibilités d'actions et des alternatives de collaboration ; enfin, le choix de la stratégie à mettre en œuvre dans des programmes ou des projets. Cette façon de voir est beaucoup plus liée au processus décisionnel en contexte de rationalité parfaite et non limité, en situation d'action dans un environnement plus stable, ce qui ne semble pas être le cas de la réforme en RDC où l'environnement semble très perturbé surtout en Province du Nord-Kivu.

Le processus de la réforme en RDC a été une inversion de la pyramide. Les réformes en matière de sécurité ne sont pas parties des besoins nationaux et locaux en matière de sécurité. C'est une forte pression des armées d'invasion et les défaites cuisantes des FAZ, FAC, des forces de la république qui ont conduit à la réforme. Les ancêtres de la réforme en RDC sont les fusions et les intégrations militaires et non les Etats généraux et les fora nationaux de la sécurité⁷. Ce sont des forces armées « de-structuratrices » de l'Etat⁸, irréformables ou des réformes dévoyées⁹. Tout a commencé avec la SMI, la structure d'intégration militaire, le passage vers le centre de regroupement, le centres d'orientation SMI/CONADER, le centre de brassage, le redéploiement, le renvoi des non combattants, le transfert des mineurs et le programme de démobilisation et réintégration (DDR)¹⁰.

La dimension locale ajoute une nouvelle donne à la question sécuritaire et exige que soient pris en compte les nouveaux facteurs liés à une gouvernance locale plus intégratrice. Ces éléments ont été relégués au second plan. Nous proposons les deux schémas ci-dessous pour montrer ces étapes qui devraient être suivies avant d'aborder les questions relatives à l'implication des acteurs de toute RSS.

⁷ Les quelques cas de fora reconnus sont pour le cas de la police, en 2005, le groupe mixte de réflexion sur la réforme et la réorganisation de la police. En 2007 un séminaire national sur la réforme de la police a réuni le gouvernement, les services de sécurité, la société civile et la communauté internationale. Le secrétariat exécutif du CSRP constitue le groupe thématique police ; ce comité a été créé par le décret N°07/11 du 18 septembre 2007.

⁸ J.J. WONDO OMANYUNDU, *Les armées au Congo-Kinshasa Radioscopie de la force publique aux FARDC*, Monde nouveau/Afrique nouvelle, Suisse, 2013.

⁹ J.J. WONDO OMANYUNDU, *Les forces armées de la RD Congo : une armée irréformable ?*, Aalst, Belgique, 2015.

¹⁰ P. SEBAHARA, « La réforme du secteur de la Sécurité en RD Congo » disponible sur <http://www.grip.org/bdg/g4600.html.pdf> date d'insertion 13/03/2006. consulté le 12 10 2019

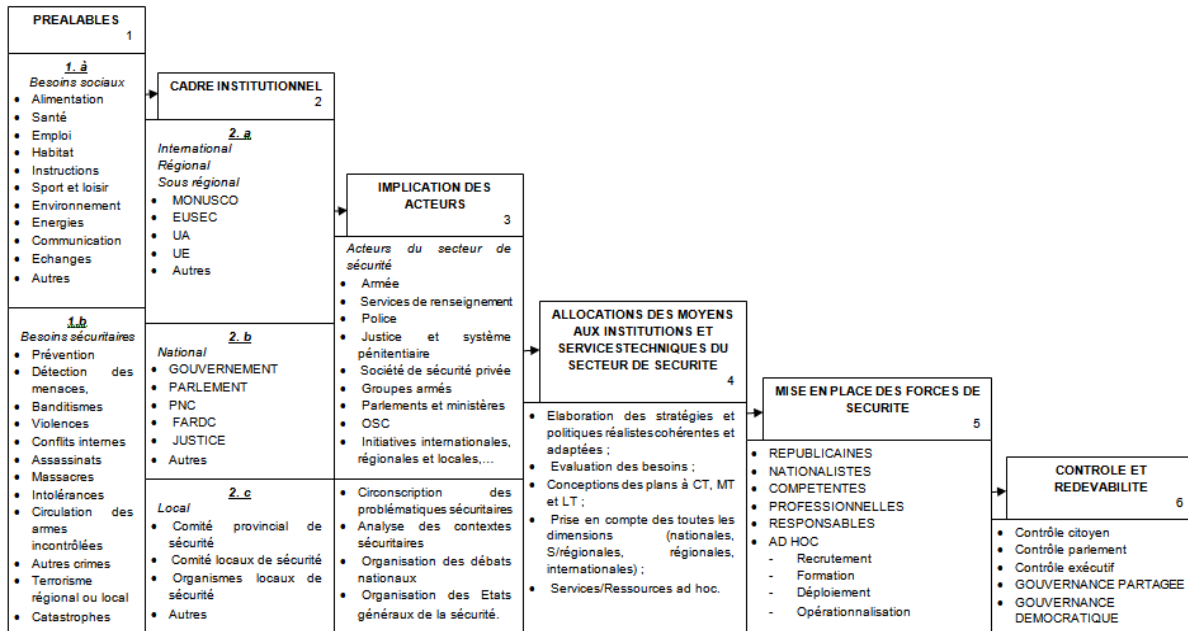


Figure 1: Processus de la réforme du secteur de sécurité avec gouvernance intégrée en six phases

Une réforme dans le secteur de la sécurité, après parcours des analyses, passe par différentes étapes : l'analyse préalable des besoins sécuritaires et d'autres besoins sociaux et l'insertion des besoins sécuritaires dans un cadre institutionnel multi-niveaux (local, national, sous régional et régional). Il prend en outre, en compte la phase d'implication des acteurs du secteur de la sécurité (militaires et civiles). Les autres phases visent l'allocation des moyens aux institutions et services techniques du secteur de la sécurité, la mise en place des forces de sécurité et enfin, le contrôle et la redevabilité (contrôle institutionnel et contrôle citoyen). La réforme semble avoir péché à trois niveaux dans la politique de la sécurité : les préalables, l'implication des acteurs et au niveau du contrôle et de la redevabilité.

Ce schéma prend aussi en compte la dimension de la gouvernance intégrée, à partir de l'analyse des besoins et aspirations des populations, analyse des contextes et implication des acteurs ainsi que la construction des forces et unité ad hoc à travers le recrutement, la formation, le déploiement et l'opérationnalisation. La dernière phase aboutit à l'appréhension des deux catégories de gouvernance sécuritaire, celle partagée et celle dite démocratique.

Ce schéma est complété par un deuxième qui présente le Processus de la réforme concernant la sensibilisation, la détermination des axes prioritaires, les mécanismes de mise en œuvre et l'évaluation.

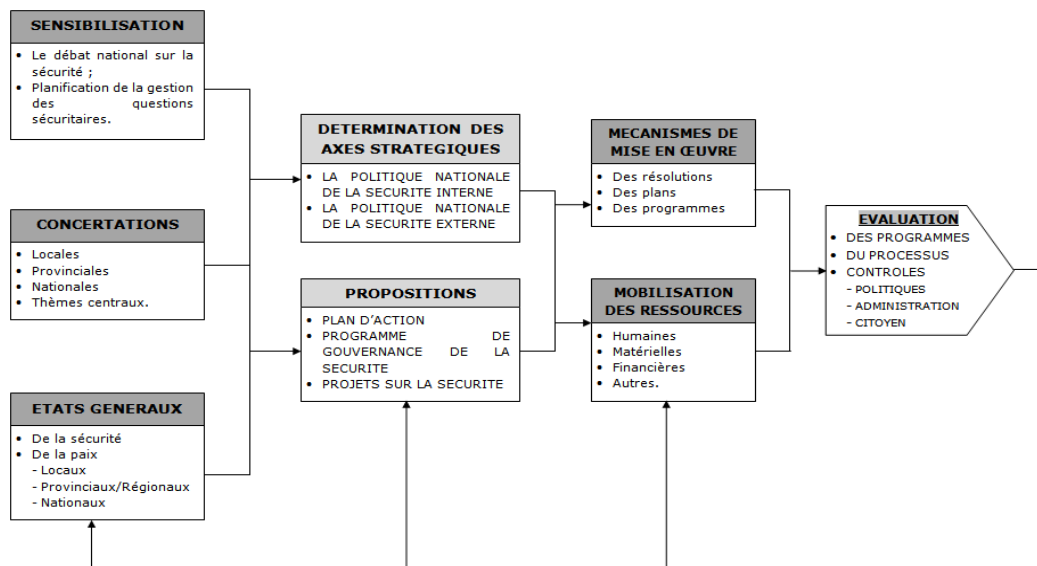


Figure 2: Processus de la réforme; sensibilisation, détermination des axes prioritaires, mécanismes de mise en œuvre et évaluation

Ce schéma, quant à lui complète le précédent et l'opérationnalise. Tout débute avec trois actions : la sensibilisation, les concertations et les états généraux de la sécurité et de la construction de la paix. Ils ouvrent la nation toute entière à des débats sur la sécurité et sa gestion. Ces fora se déroulent aux niveaux local, provincial et national sur les thèmes bien à propos relatifs au système de sécurité. Cette phase a été lacunaire dans la réforme conduite en RDC. Les quelques états généraux et fora sur la sécurité sont plus des commandes extérieures et seraient d'un faible niveau d'implication et d'un déficit criard dans les facteurs autocentrés.

L'association des experts à la deuxième phase permet d'établir des structures ad hoc et des axes stratégiques sur la gouvernance sécuritaire en vue de dégager la politique nationale de la sécurité interne et la politique nationale de la sécurité externe. Plans, programmes, projets sont élaborés, montés et opérationnalisés. La dernière phase reste toujours celle de la mise en œuvre de ces résolutions et plans à travers les mobilisations des ressources ; humaines, matérielles, financières et autres. Il est impensable, aujourd'hui de traiter de la gouvernance et réforme du secteur de la sécurité sans la participation de la société civile dont le rôle est bien identifié par Augustin LOADA et Ornella MODERAN¹¹, renforcer l'efficacité des institutions de sécurité, opérationnaliser le contrôle citoyen du secteur et faciliter le dialogue entre population civile et institutions de sécurité. Le tout dans une symbiose entre processus et respect des principes et obligations de la RSS.

2.2. Principes et obligations de la RSS : fondements de la discipline des forces

Les principes directeurs des réformes des secteurs de sécurité doivent faire en sorte que elles soient *centrées sur l'être humain*, suscitent *l'appropriation à l'échelon local* et reposent sur des *normes démocratiques*, sur le *respect des droits de l'homme* et la *primauté du droit*. (i). Elles sont ensuite considérées comme un cadre propre à structurer la réflexion sur *les moyens qui s'offrent de résoudre les divers problèmes de sécurité* de l'Etat et leur *population*, des *politiques de développement* et des *mesures de réformes* (ii). Elles devraient être inscrites à l'intérieur de cadre stratégique ayant un *caractère plurisectoriel* (iii) et se soumettent à *l'obligation de rendre des comptes et la transparence* (iv) notamment par un renforcement de la surveillance par les autorités civiles des mécanismes de sécurité et se fassent dans le respect des *trois conditions fondamentales*(v). Ces principes ont été développés par l'OCDE¹²: Le but doit être de créer un environnement où il est possible de *vivre à l'abri de la peur*. Plusieurs baromètres existent pour apprécier les RSS, intégrant des indicateurs divers, celui de la fragilité dit de Kinshasa mesure la sécurité à partir des 68 indicateurs répartis en trois dimensions : conditions de sécurité, capacité et responsabilité des institutions du secteur de la sécurité, et performance et réactivités des institutions du secteur de la sécurité¹³. D'autres baromètres surtout en matière de gouvernance locale prennent sept normes d'évaluation : la représentation, la participation, la redevabilité, la transparence, l'efficacité, la sécurité et l'équité¹⁴. La BGL (Baromètre de la Gouvernance Locale) note l'efficacité, la transparence et l'Etat de droit, la redevabilité, la participation et l'engagement citoyen et enfin l'équité¹⁵. Concernant cette partie nous avons pris en compte dix principes pour mesurer l'implication et le respect de la RSS.

Il serait difficile d'affirmer que la RSS en cours en RDC et au Nord Kivu est centrée sur l'être humain, est appropriée à l'échelon local et respecterait les normes démocratiques, les droits de l'homme. Au Nord Kivu, vivre à l'abri de la peur est une illusion, face aux assassinats, aux massacres et aux violences de toutes sortes. Cette article a diligenté une enquête de perception au sujet du respect des ces principes en contexte du Nord-Kivu.

Les divers problèmes de sécurité semblent très peu pris en compte et en charge par les services de sécurité. La sécurité des personnes, l'ordre public et la stabilité du pays continuent à être menacés tant au niveau interne qu'externe. Les mesures paraissent encore très faible surtout au Nord Kivu, cela justifierait un tant soit peu le maintien de la MONUSCO en RDC et son renforcement dans la partie est.

Les pays donateurs vivent une tergiversation sur le cadre stratégique à prendre, intérêts politiques obligent, afin de définir des solutions militaires et non militaire appropriées. Sur le plan interne, une élite

¹¹ A. LOADA et O. MODERAN, *Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité*, DCAF, Genève, 2015.

¹² OCDE, *Reforme des systèmes de sécurités et gouvernance, principes et bonnes pratiques*, 1^{er} Ed. OCDE, 2005. Pp 28 – 30.

¹³ Le G7 Plus, *Note sur le baromètre de la fragilité*, Kinshasa, RDC, 2013. pp.35-37

¹⁴ GOFORGOLD : bonne gouvernance pour le développement in PNUD, *Guide de l'utilisateur pour mesurer la gouvernance locale*, PNUD, Oslo Governance Centre, disponible sur oslo.governance.centre@undp.org consulté le 17 décembre 2018.

¹⁵ *Ibidem* Baromètre de la Gouvernance Locale.

politique complice voir politique de mercenariat¹⁶ ou actionnariat¹⁷ ou d'alliance ou encore de sous-traitance et autres stratégies offensives ou défensives, directes ou indirectes empêchent d'atteindre l'idéal d'un cadre stratégique sécuritaire à caractère plurisectoriel.

La reddition des comptes et la transparence en cette matière sont une illusion, une utopie et un vœu pieux, les autorités militaires estiment que ce secteur reste et restera un domaine réservé et les autorités civiles, et les mécanismes de contrôle citoyen de la sécurité ne sauraient être admis. Les organisations de la société civile n'ont pas ou n'ont qu'un œil regardant extrêmement limité.

Des conceptions nationales de la sécurité existeraient, des cadres stratégiques seraient élaborés, des politiques sont prévues et des mécanismes institutionnels sont de mise. Cependant, l'orientation et les options tendent vers une sécurité de l'homme au pouvoir et de la majorité ou du parti majoritaire au pouvoir et alliés que vers la sécurité de l'homme, de l'être humain en général et du citoyen en particulier.

2.3. Différents domaines et acteurs dans la Réforme du Secteur de la Sécurité

Le cadre conceptuel établi en 2001 par le réseau CPDC « Conflit Prévention and Développement Co-operation » a recensé neuf domaines d'activités en rapport avec la réforme des systèmes de sécurité.¹⁸ : Quatre premiers font intervenir les forces de l'Etat après une construction de politiques et stratégies à base populaire

*Dialogue et initiatives politiques et stratégiques et relations entre le pouvoir civil et les forces de sécurité ; armée et services de renseignement ; Justice et dispositifs de sécurité interne ; Forces de sécurité non rattachées à l'Etat (sociétés de sécurité privées et les organes non officiels : milices, services de sécurité des partis politiques, milices locales, unité de gardes du corps etc.*¹⁹

Les cinq autres domaines viseraient beaucoup plus l'association des autres organes politiques et civils à la gestion de la sécurité par une participation et un contrôle citoyen de la sécurité :

*Mécanisme de contrôle et de surveillance civils ; Organes de gestion civile dans les différents ministères liés à la sécurité ; Renforcement des capacités du pouvoir civil ; Initiatives régionales, affaires étrangères, construction de la paix, et mécanismes formels (traités/pactes de défense) ; Initiatives visant à démilitariser la société ...*²⁰

Par ailleurs, les acteurs sont subdivisés en deux sous groupes, les forces armées officielles et non officielles et les pouvoirs civils, initiatives régionales, internationales et locales qui interviennent dans le secteur de la sécurité. Sept sous populations ont été identifiés dans la première sous catégorie : les forces armées (FARDC-NK), les services de renseignement, la Police Nationale Congolaise (PNC-NK), la justice et le système pénitentiaire, les sociétés de sécurité privées, les groupes armés et milices locales, les forces régionales et internationales (Monusco, Union Africaine, ...) et cinq dans la seconde catégorie : ministère des affaires étrangère et initiatives régionales de construction de la paix, les initiatives et société engagées dans la démilitarisation des territoires (DDRRR, EAFGA, STAREC, ...), la société civile, le ministère provincial liés à la sécurité et aux droits humains et enfin le parlement (national et provincial).

Les enquêtes vont réunir une quadripartite d'évaluateurs composée des FARDC, des éléments de la PNC et les membres des Organisations de la Société Civile. Cette manière de voir les composantes de la RSS et ses domaines montre que le secteur est de plus en plus soumis à plus de démocratisation et de partage, selon la réflexion menée par Hugue DE COURTIVRON.²¹

2.4. Application combinée et tordue des approches implicatives de la RSS

La réforme pour l'administration, cumule plusieurs dimensions relevant d'une combinaison des réforme institutionnalisée, brutale et expérimentale²² Celle en cours en RDC, pour les deux forces, FARDC et PNC a été dominée par les deux premières : la création des institutions, le commandement intégré, innovation majeure pour les FARDC, avec les trois zones de défenses²³, une police avec des innovations à plusieurs

¹⁶ D. CHIMERHE MUNGUAKONKWA, *Analyse polémologique et géostratégique des guerres du Kivu en RDC. Les FARDC : entre la stratégie défensive fixe et la négomanie ; entre la pax christi et la pax romana* Editions Universitaires Européennes, Mauritius, (Allemagne), 2017. pp. 186-227.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ OCDE, *Op. Cit.* Pp.44 et 82

¹⁹ *ibidem*

²⁰ *Ibidem*.

²¹ H.DE COURTIVRON, « Pour la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité, consolider la paix en réformant le secteur de la sécurité au niveau des superstructures de contrôle de validation (ministérielles, parlementaires, sociétés civiles, etc.) » disponible sur le site http://www.world.gouvernance.org/IMG/pdf/575_curtivon-def-pour_une_gouvernance-démocratique-du-secteur-de-la-sécurité-pdf, consulté le 21 mars 2016.

²² Ch. DEBBASCH, *Science administrative*, 5^{ème} Ed. Dalloz, Paris, 1989. pp.463-466.

²³ La première zone de défense : celle-ci comprend la ville de Kinshasa et les provinces de Bandundu, du Bas Congo et de l'Equateur dans leurs limites actuelles (2010). Avec les transformations administratives, cette zone comprend 10 provinces,

niveaux condensées en dix points²⁴. Les transformations immédiates et unilatérales initiées par les responsables politiques l'emportent sur les concertations de la base et des populations pour lesquelles la sécurité est assurée. Une autre dimension de l'analyse traite des quatre groupes principaux d'approches concernant la RSS : les approches globales et les approches particulières ; les approches intégratives et les approches de convergences des vues, les approches contextuelles et les approches régionales et enfin les approches par les stratégies de programmation (les stratégies multisectorielles gérables)²⁵. Toutes ces approches ont été mises en opération dans la RSS en RDC, mais les faibles résultats poussent à s'arrêter pour une mesure du niveau d'implication des acteurs surtout au niveau local. Il s'agit de voir si les RSS de la RDC échappent au péché capital des RSS en général et des RSS africaines comme des commandes extérieures. Une approche renouvelée implique pour Hugues de COURTIVRON celle globale et coordonnée de la réforme du secteur de la sécurité profondément enracinée dans le contexte culturel, historique et géographique local intégré aux enjeux régionaux. Pour lui, la mise en œuvre est faite dans la durée par les acteurs locaux eux-mêmes²⁶. Mesurer l'implication des acteurs dans une RSS devient capital face au monopole de la force contesté, battu en brèche ou dépassé. Déjà, l'urgence en espace francophone des études sur une gouvernance démocratiques des systèmes de sécurité, est réclamée par Boubacar N'DIAYE²⁷ qui estime que la sécurité est un bien public et donc une affaire de tous (citoyens ordinaires, société civile, institutions étatiques et non étatiques). Pour lui la dernière étude qui date de 1999 par le National Democratic Institute (NDI) sur le rôle des parlements dans les relations militaro-civiles serait obsolète. Cette réflexion s'inscrit dans l'exploration des ces relations entre militaires et civils considérés tous comme acteurs dans une réforme, plus de sept ans après ; elle est menée dans une logique d'implication des tous les acteurs concernés.

III. MATERIELS ET METHODES

L'effectif exact de tous les acteurs et intervenant du secteur de la sécurité, devant constituer l'univers d'étude, est très difficile à déterminer en contexte de guerre avec les fortes mobilités des troupes. Cependant, cette population est composée des deux sous groupes, les forces armées officielles et non officielles et les pouvoirs civils, initiatives régionales, internationales et locales qui interviennent dans le secteur de la sécurité. L'échantillon de cette étude est une quadripartite d'évaluateurs composée des FARDC, des éléments de la PNC et les membres des Organisations de la Société Civile et des membres des institutions étatiques. L'échantillonnage effectué à ce niveau nous a amené à tirer un échantillon au jugé, typique ou par choix raisonné²⁸ de 103 sujets issus de quatre composantes essentielles.

la ville de Kinshasa, les provinces du Kongo Central, du Kwilu, du Kwango, de Mai Ndombe, de l'Equateur, du Sud Ubangi, du Nord Ubangi, de Mongala et de Tshuapa. La deuxième zone de défense : celle-ci comprend les anciennes provinces du Kasai Occidental, du Kasai Oriental et du Katanga, c'est-à-dire, actuellement 10 provinces : Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Sankuru, Lomami, Tanganyika, Haut Lomami, Haut Katanga, Haut Lomami, Lualaba. La troisième zone de défense : qui comprenait les anciennes provinces du Kivu (Nord, Sud Kivu et Maniema) et la province orientale, aujourd'hui 7 provinces : Bas Uélé, Haut Uélé, Tshopo, Ituri, Maniema, Nord Kivu et Sud Kivu.

²⁴ Le caractère civil et républicain, et l'apolitisme et respect des droits et libertés ; La police de proximité ; La démilitarisation de la police et regroupement de la PNC ; La mise en évidence des fonctions principales de la PNC ; L'inspection générale comme structure de contrôle ; Le conseil supérieur de la PNC ; La loi portant statut du personnel de carrière de la PNC (prise en compte du genre) ; La direction des écoles et formations ; Les interventions conjointes PNC et FARDC ; La loi de programmation.

²⁵ Les approches ici concernent plus la RSS et non la sécurité en général où nous avons opposé précédemment les approches de Michel FOUCAULT « foucaultiennes » aux approches de Antony GIDDENS, de BECK et de CASTEL, la sécurité liée aux dispositifs de pouvoir, de souveraineté et de discipline avec transformation du statut de l'individu dans la société moderne, Hassan ADDELHAMID, *Op.cit.*, p.24.

²⁶ DE COURTIVRON, *Op.cit.* p.34

²⁷ B. N'DIAYE, « La problématique du contrôle parlementaire en Afrique francophone », in OIF, *Réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, OIF, Paris 2010. pp. 40-41.

²⁸ J. OTEMIKONGO MANDEFU YAHISULE, *La recherche scientifique en sciences sociales et humaines*, Ed. L'Harmattan, Col. Géopolitique mondiale, Paris, 2018. p. 235.

Tableau 1. Répartition des enquêtés selon les groupes d'appartenance

SEXE		GROUPE D'APPARTENANCE								
		FARDC	PNC	RENS.	OSC	INST. ETAT.	FORCES REG.	AUTRES	TOT	%
SEXE	MASCULIN	12	13	9	34	16	5	3	92	89,32
	FEMININ	0	1	0	8	0	2	0	11	10,68
	TOTAL	12	14	9	42	16	7	3	103	100
	%	11,65	13,59	8,74	40,78	15,53	6,8	2,91	100	%

La composition détaillée nous donne 12 individus en provenance des FARDC, 14 en provenance de la PNC, 9 des services de renseignement, soit 35 en provenance des forces de la sécurité et ; 42 sont essentiellement des membres des Organisations de la Société Civile œuvrant dans le secteur de la sécurité. 16 sujets proviennent des Institutions étatiques, 7 des forces régionales (Monusco essentiellement) et 3 viennent d'autres catégories. Ainsi 68 viennent des pouvoirs civils, des initiatives internationales, régionales et locales ; et 35 des forces armées officielles. Le principe de la diversification a été privilégié. Nous nous servons d'un protocole d'enquête composé de questions principalement à éventails de réponses, l'analyse s'est faite avec SPSS.17.0.

IV. IMPLICATION ET RESPECTS DES PRINCIPES, EXTERNALITE ET CARACTERES IRREVERENCIEUX DE LA RSS EN RDC

Cette étude présente les résultats de l'enquête et les caractères d'externalité irrévérencieuse de la RSS dans la conception et mise en œuvre en RDC.

4.1. Implication et respect des principes

Les résultats de cette étude présente, pour les enquêtés, le niveau d'implication des acteurs et partenaires ainsi que le respect des principes et obligations de la RSS dans celle appliquée en RDC.

4.1.1. Implication des acteurs et partenaires de la RSS au Nord-Kivu

En phase initiale, une réforme implique les différents acteurs pour espérer réussir. En voulant connaître si les deux réformes en cours en RDC ont impliqué tous les acteurs et les partenaires, le niveau global de non implication des acteurs de la sécurité domine à 61,16% simultanément pour les FARDC et la PNC. L'implication n'est reconnue qu'à 35,92% et 32,04% comme le montre la figure 3

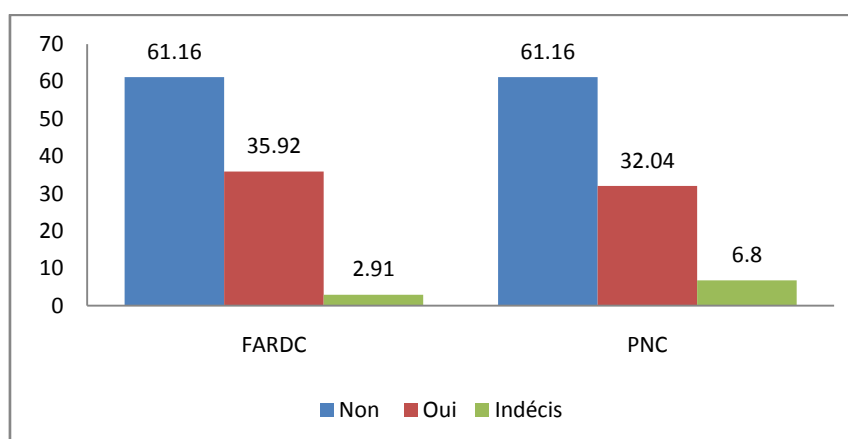


Figure 3: Niveau global de non implication des acteurs au processus RSS pour les FARDC et la PNC

Les deux réformes en cours d'opérationnalisation en RDC (FARDC et PNC) n'ont pas impliqué tous les acteurs et partenaires du secteur de la sécurité telle que le montre cette figure 1 à 61,16%. Les acteurs non impliqués cités sont la garde présidentielle 14,56% Groupe à part, et les groupes armés locaux 15,53%. Les autres acteurs non impliqués relevés sont L'ANR (Agence Nationale de Renseignement), la protection civile, la DGM (la Direction Générale des Migrations), les CLS (Comités Locaux de Sécurité), les ULS (Unités Locales de Sécurité) et les gardes frontières. L'organe, par contre, le plus impliqué dans la RSS a été le pouvoir exécutif provincial. A côté de cette institution étatique locale (34%), les enquêtés ont noté les organisations de la société

civile (26,2%). Viennent, enfin les comités locaux de sécurité (20,4%). La figure 4 présente cette implication des acteurs du secteur de la RSS selon les principaux acteurs retenus.

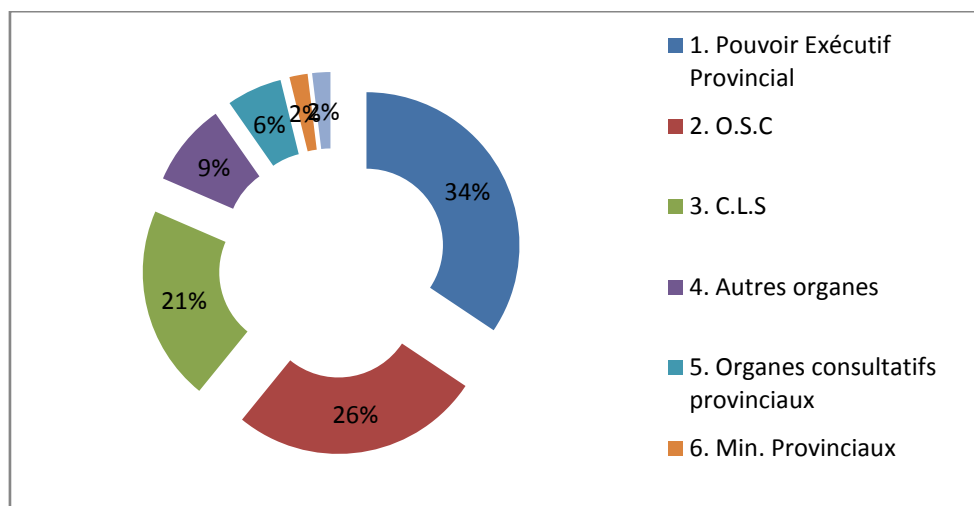


Figure 4: Acteurs impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité

Cette figure a montré les organes locaux qui ont été les plus impliqués dans la RSS, le pouvoir exécutif 34% et la société civile 26,2%. A la question de savoir quelles forces non officielles ont été impliquées parmi les groupes armés locaux, les guérillas (M23), les gardes du corps privés, les sociétés de sécurité privées et les milices des partis politiques. Tous ces groupes et/ou forces non officielles n'ont pas été impliqués à plus de 65%. La figure 5 ci-après donne la répartition en pourcentage cette non implication.

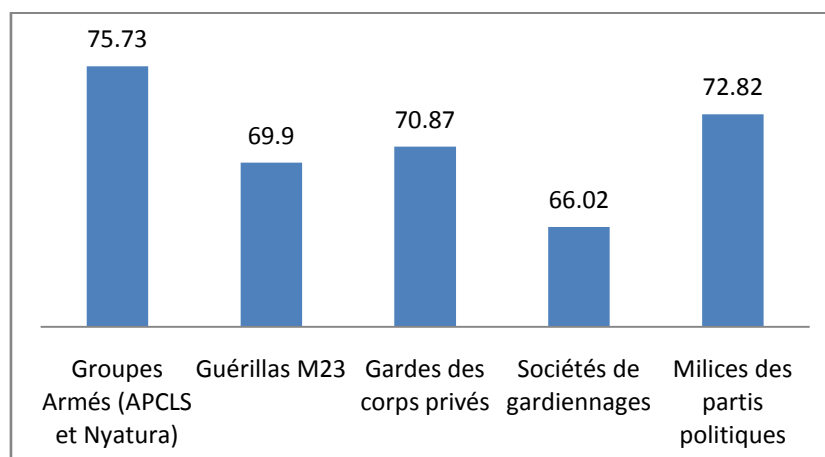


Figure 5: Pourcentage de non implication des acteurs et forces non officiels

Pour les enquêtés, tous les acteurs non officiels n'ont pas été impliqués comme il se devait. Les APCLS et Nyatura 75,73%, les Milices Privées des Partis politiques 72,82%, les gardes des corps privés 70,87%, les guérillas, particulièrement le M23 69,90% et enfin les Sociétés de gardiennage 66,02% soit une moyenne de 71,07%. La prolifération des groupes armés résulterait de ce déficit d'implication ou de l'application de deux poids, deux mesures. Les compétitions fébriles ethno-tribales dans la gestion de la force publique handicaperaient ostensiblement l'efficacité et l'efficacité des Appareils Répressifs de l'Etat au sens d'Althusser et Poulantzas²⁹.

²⁹ En actualisant la pensée de Gramsci, Althusser et Poulantzas, ont montré que l'Etat dispose des deux instruments les ARE (les Appareils Répressifs de l'Etat et les AIE (les Appareils Idéologiques de l'Etat). Les déséquilibres ethno-régionales sont dominants et l'armée et la police sous la houlette des ethnies avant hier les Ngwandi, hier les katangais, suivis des « rwandophones » tutsi et hutu, aujourd'hui une armée dite dominée par des étrangers. Ce que nous qualifions de « Xénosécurité », une armée externalisée œuvrant principalement pour les impératifs extérieurs. (des pays étrangers).

4.1.2. Respect des principes et obligations de la RSS

L'étude s'est lancée dans la présentation de principes et obligations que devraient respecter toute réforme. Du côté des principes, nous avons pris en compte : le fait que la RSS devrait être centré sur l'être humain (1), susciter l'appropriation à l'échelle locale (2), reposer sur les normes démocratiques (3), respecter les droits de l'homme (4), respecter la primauté du droit (5). La figure 6 montre la répartition de ce degré de respect entre les deux forces concernées par la réforme.

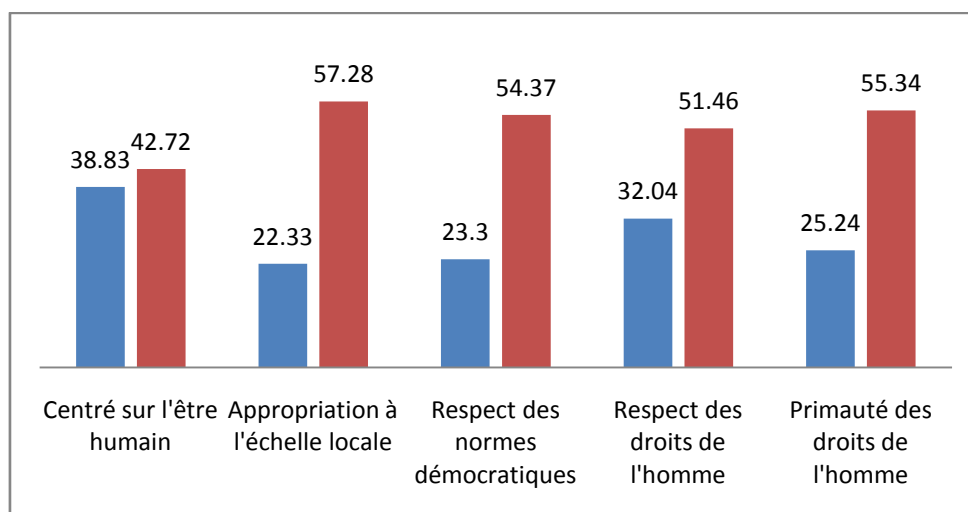


Figure 6 : Respect des principes fondamentaux de la RSS/FARDC

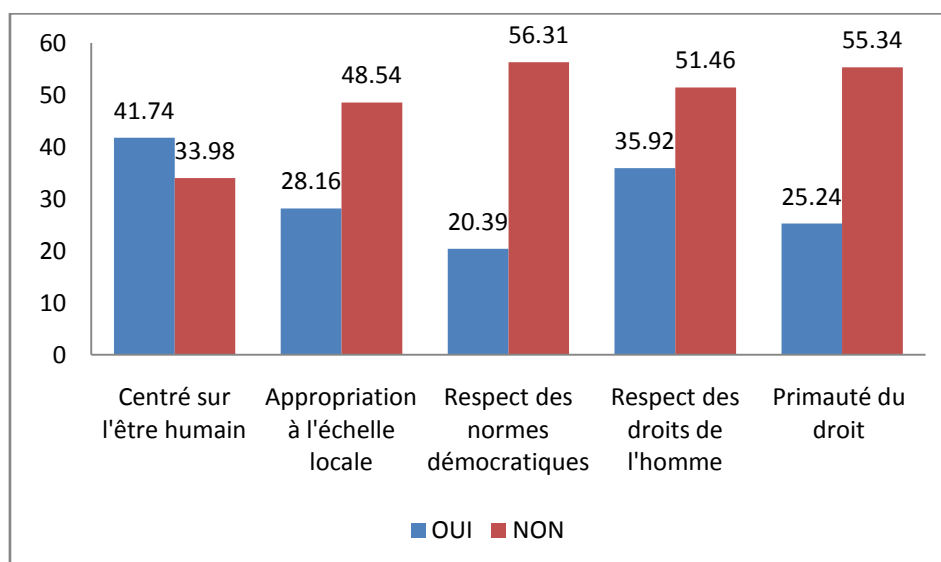


Figure 7 : Respect des principes fondamentaux de la RSS/PNC

Il ressort de ce tableau que les principes n'ont pas été respectés : non appropriation à l'échelle locale 57,28% FARDC /48,54% PNC ; Non respect de la primauté des droits de l'homme 55,34% FARDC/44,66% PNC ; non respect des droits de l'homme 51,46% FARDC/48,54% PNC ; non respect des normes démocratiques 56,31% PNC/54,37% FARDC ; et enfin la RSS n'a pas été centré sur l'être humain 42,72% FARDC/33,98% PNC. La figure 8.

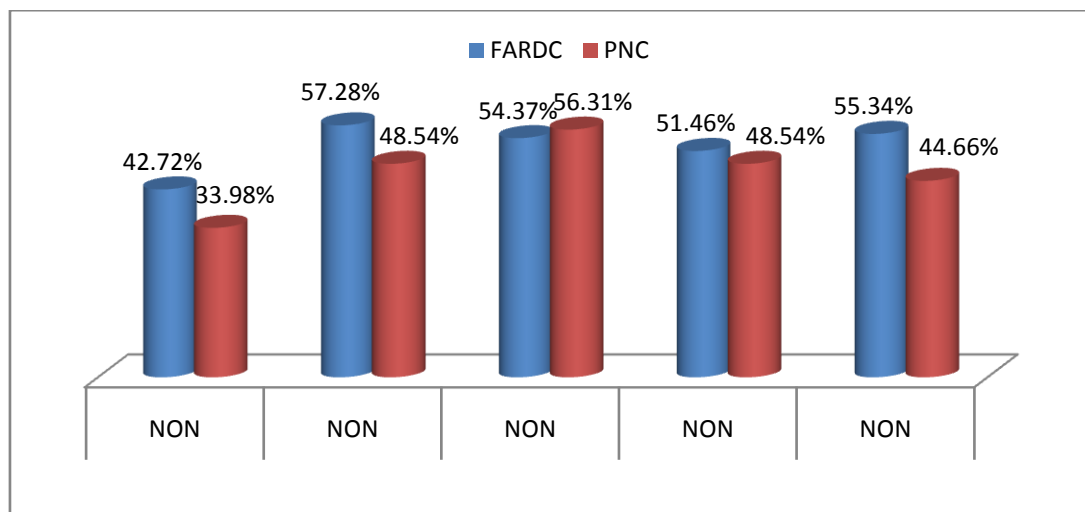


Figure 8 : Comparaison des deux forces concernant le respect des principes fondamentaux

Ces principes ne sont pas bien respectés pour les deux forces particulièrement pour les FARDC dont la courbe est au dessus de celle de la PNC à différents niveaux, excepté pour le principe relatif au respect des normes démocratiques.

Trois autres principes permettent d'apprécier une réforme dans le secteur de la sécurité. Etre un cadre pour résoudre les divers problèmes de la sécurité (de l'Etat et de la population), intégrer plus étroitement les politiques de développement et les mesures des réformes du secteur de la sécurité ; et enfin, s'inscrire dans un cadre stratégique à caractère plurisectoriel impliquant tous les partenaires y compris les bailleurs de fonds. De ce côté aussi, les résultats ne sont fameux, comme l'illustre la figure 9.

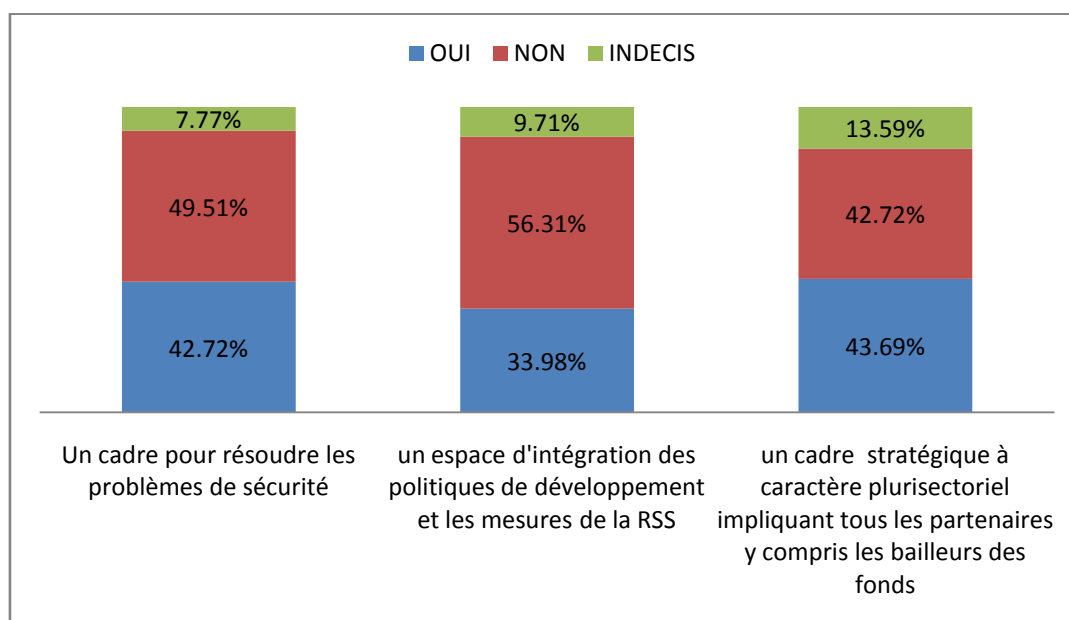


Figure 9: Respect des principes de la RSS concernant le cadre global

L'observation de la RSS au Nord-Kivu face à n'a pas pris en compte ces trois principes : elle n'a pas été un cadre pour résoudre les divers problèmes de la sécurité, de l'Etat et de la population 49,51%, elle n'a pas intégré plus étroitement les politiques de développement et les mesures des réformes du secteur de la sécurité 56,31% ; et enfin, ne s'est pas inscrite dans un cadre stratégique à caractère plurisectoriel impliquant tous les partenaires y compris les bailleurs de fonds 42,72%.

S'agissant des obligations auxquelles la RSS devrait se soumettre. Celle de la RDC, semble n'avoir pas respecté les trois obligations prônées par les spécialistes de l'OCDE³⁰, selon la figure 10. Rendre compte (%), Transparence (%) et Surveillance par les autorités civiles des mécanismes de sécurité.

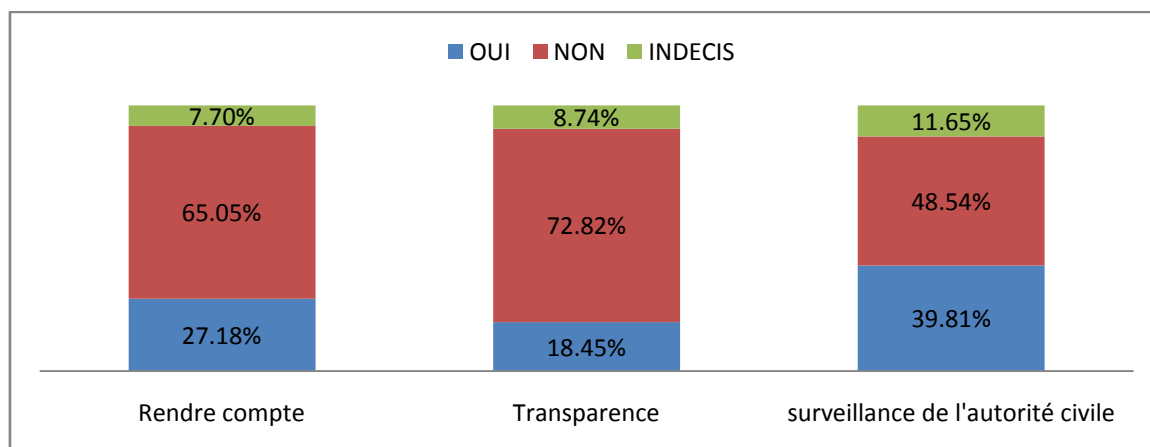


Figure 10: Principe de rendre compte, de transparence et de surveillance civile

La transparence a énormément fait défaut dans la RSS en cours d'application à l'est en RDC, 72,82% ont penché pour cette position. L'obligation pour les responsables des forces armées de rendre compte n'a pas été prise en compte dans cette RSS 65,05%. Enfin, la RSS a échappé à la surveillance de l'autorité civile.

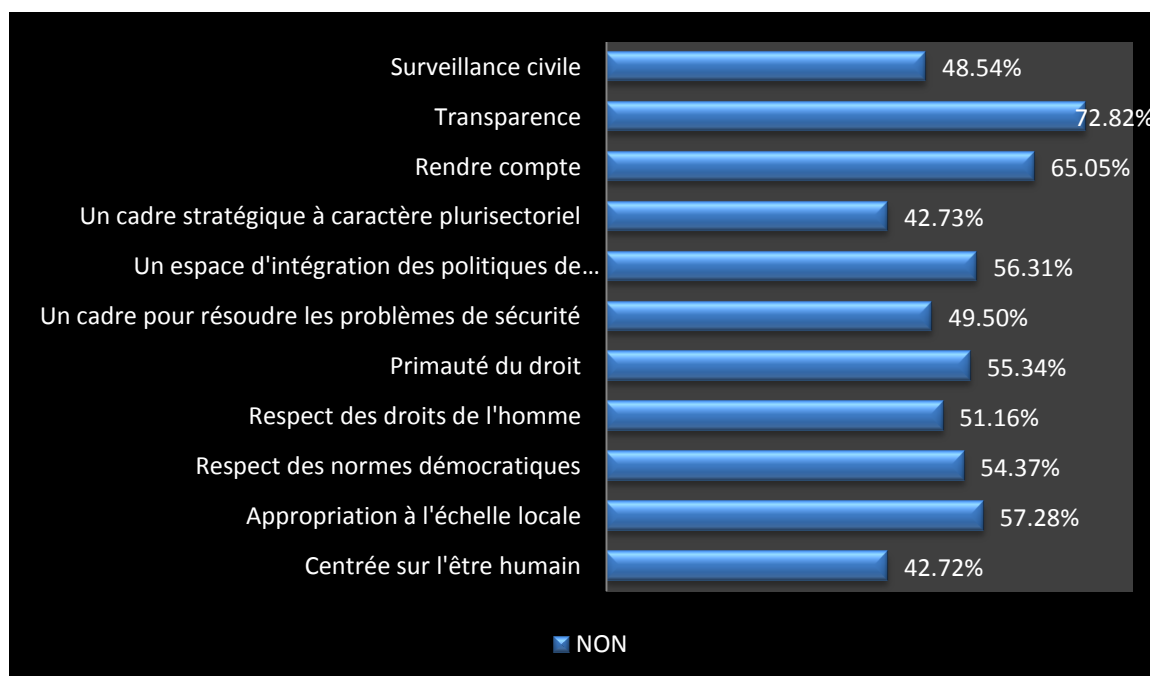


Figure 11 : Niveau de non respect des principes de la RSS application faite au Nord-Kivu

Cette figure présente la situation des dix principes à respecter dans une réforme du secteur de la sécurité synthèse du côté de non respect. La réforme n'a respecté ni la transparence, ni la redevabilité, ni l'appropriation locale, ni les droits humains, ni la primauté du droit, ni le respect des normes démocratique et n'a pas été un espace d'intégration des politiques de sécurité. La contre performance se chiffre à une moyenne de 59,59% de non respect.

³⁰ OCDE, *Op. Cit.* p. 14.

4.2. EXTERNALITE ET CARACTERES IRREVERENCIEUX DE LA RSS AU NORD-KIVU

4.2.1. Externalité de la RSS

L'externalité dans le processus de la RSS en RDC s'observe à partir des principales actions et opérations menées par les FARDC et la PNC. L'essentiel des celles-ci sont orientées vers la traques des groupes armés étrangers à l'est : opération conjointe, Umoja wetu, opération pomme orange, opération sukola 1 & 2 et plusieurs autres dans le territoire de Beni. Le besoin interne en matière de sécurité se noie dans ces opérations car devenues l'épine dorsale de la question d'insécurité en RDC en général et au Nord-Kivu en particulier. La performance concernant la prise en compte des besoins en cette matière est ainsi évaluée.

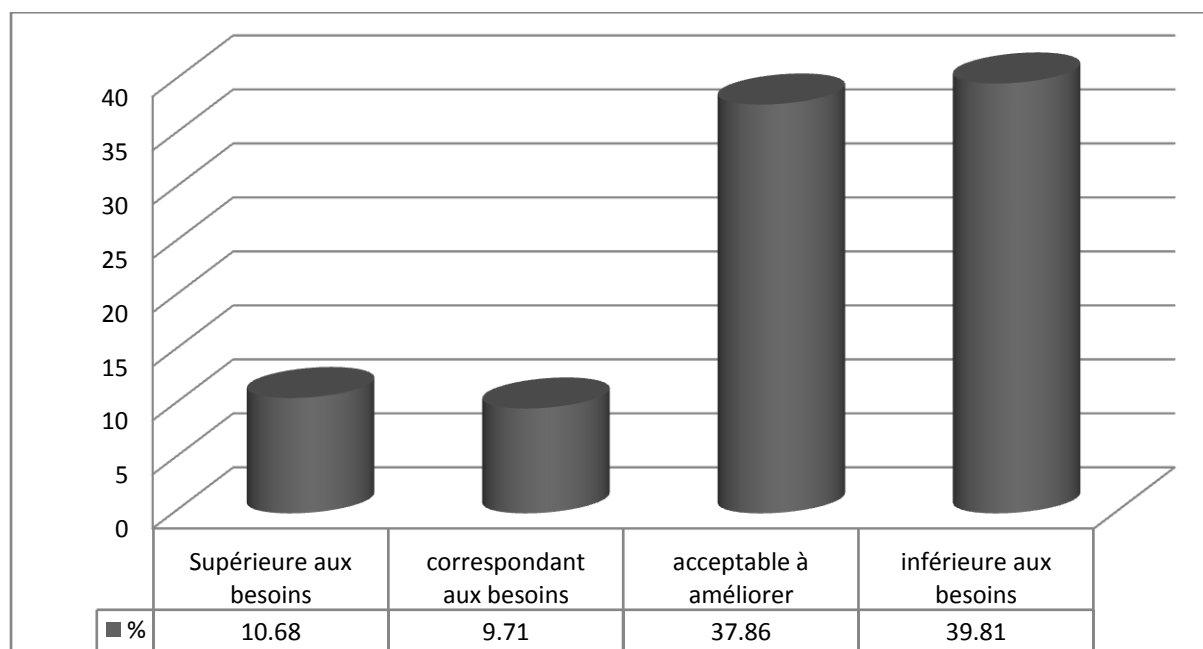


Figure 12 : Niveau de performance de la RSS par rapport au besoin en matière de sécurité

Cette figure montre que la RSS a été d'une performance inférieure aux besoins en matière de sécurité 39,81% et d'une performance acceptable qui toute fois nécessite une amélioration sur un ou plusieurs points essentiels en matière de sécurité 37,86%. Ceux qui l'ont estimé supérieur au besoin en matière de sécurité se sont situés à 10,68%.

L'analyse de ces résultats concernant l'implication des acteurs dans la RSS au Nord Kivu s'oriente vers deux niveaux d'appréciation. Ceux-ci ont peu impliqué les acteurs internes et locaux et n'ont pas été respectueuses des règles et obligations fondatrices de la RSS d'où le caractère d'externalité irrévérencieuse.

Loin d'être une réforme dont les acquis sont plongés dans les besoins nationaux de la sécurité, la RSS a été dominé par les intégrations militaires des forces rebelles lesquelles seraient accusées d'être à la solde des pays voisins étrangers. Si ces réformes avaient été à base locale et populaire, elles auraient conduit à la désintégration des groupes armés locaux et à leur dissolution au profit des FARDC réformées. L'extranéité des actions et activités primerait sur l'internalisation de la gestion de questions sécuritaires.

En plus la RSS dans sa prise en charge des besoins de la population en matière de sécurité a été partagée entre une réforme inférieure aux besoins de la population 39, 51% et 37,87% qui l'estime le niveau de prise en charge des besoins acceptable mais à améliorer. Ceci n'est que normale, lorsque la RSS n'a pas respecté le processus dans ces aspects préalables d'élaboration (besoins sécuritaires, besoins sociaux, concertations locales, provinciales et nationales avec des thèmes centraux sur la sécurité). Les rares états généraux de la sécurité et de la paix si différents niveaux n'ont été organisés que lorsque les rébellions progressaient et donc l'Etat se trouvait au bout du mur (conférence de paix de Goma).

Cependant, les groupes armés locaux ont augmenté, se sont structurés et sont devenus plus virulents qu'avant contre la population prise en otage, (tuée, violée, kidnappée, bref insécurisée). D'où les résultats mitigés et le refus d'admettre que la RSS a impliqué les différents acteurs de la sécurité. Les APCLS, les Nyatura, les guérillas, M23 par les exemples les gardes des corps privés, les des sociétés de gardiennages et des milices des partis politiques n'ont pas été impliqués.

L'absence de plusieurs états généraux impliquant les différents acteurs de la sécurité entraîne le manque des débats nationaux sur la sécurité entraînant par ricochet une faible prise en charge des questions sécuritaires, et donc un échec des RSS, un cercle vicieux d'insécurité.

Les axes prioritaires en matière de sécurité sont obnubilés dans ces diktats du sommet et des pouvoirs étatiques têtus concernant le changement dans la conception de la sécurité qui devrait être désormais partagée, démocratisée. Tout ceci entraîne une méconnaissance de la place de la population dans cette institution de gestion de la force publique et la croissance de la nébuleuse persistance des groupes armés étrangers et locaux. Ainsi, malgré l'application combinée des approches institutionnalisées, la RSS est vue comme une affaire des autres, des blancs qui ont maré de la guerre qui se déroule sur le territoire congolais, qui n'en veulent plus se soucier après avoir facilité le pillage par les groupes étrangers et créé des déséquilibres géopolitiques et géostratégiques qui ne peuvent que proposer une RSS comme une solution externe aux acteurs protagonistes sur le terrain. Les deux réformes ne sont pas considérées comme des fora de prise en charge d'un besoin essentiel de l'existence d'un état, la sécurité, c'est là le caractère d'externalité de la RSS consécutif à la faible implication des différents acteurs.

4.2.2. Caractères irrévérrencieux de la RSS

Cela ressort du caractère non respectueux des normes que le monde propose aux RSS. Dans tous les pays développés et sous développés. L'être humain, l'appropriation locale et le respect des droits n'ont pas semblé dominer la RSS, tant pour les FARDC que pour la PNC. La RSS n'a donc pas été pas un cadre pour résoudre les problèmes de sécurité encore moins un espace d'intégration des politiques de développement ou un cadre stratégique plurisectoriel impliquant les partenaires internes (société civile, contrôle citoyen par le parlement) et externes (organisations internationales, forces régionales,...) qui ont fini par réduire leur appui, se retenir sélectivement puis abandonner la RSS. La redevabilité est devenue réduite et la transparence quasi inexistante. La surveillance de l'autorité civile a disparu progressivement et l'échec n'a pu qu'en découler. Les relations civilo-militaires s'en sont trouvées affectées et les civils ont recommencé à subir les exactions des forces commises à la sécurité. L'insécurité a refait surface avec le chapelet des crimes qui avaient disparu et d'autres sont apparus qui n'existaient jusqu'alors.

V. CONCLUSION

Cette étude s'est penchée sur le niveau d'implication des acteurs, respect des principes et des obligations de la RSS par les FARDC et la PNC. Elle s'est inscrite dans la triple dimension de l'appréciation des relations militaro-civiles consécutives aux réformes, la gouvernance partagée de la sécurité et la gouvernance démocratiques dans les réformes du secteur de la sécurité.

Deux questions ont soutenu la problématique de la réflexion à savoir quel a été le niveau d'implication des différents acteurs du secteur de la sécurité et le respect des principes et obligations dans la RSS en RDC par les FARDC et la PNC ? Les faibles performances observées sur le terrain au Nord-Kivu dans l'application de la RSS ne sont-elles pas liées à cette faiblesse du niveau d'implication des tous les acteurs à la base ?

Les présupposés de cette réflexion montrent que le processus RSS en contexte du Nord-Kivu aurait faiblement impliqué les acteurs du secteur de la sécurité et les principes et obligation n'auraient pas été respectés. Ce qui aurait impacté négativement les résultats de ce programme d'assurance de la sécurité en province d'où un échec dans la mise en œuvre des stratégies entre le local et le central dans la prise en charge des questions sécuritaires

L'enquête a traité sous SPSS17.0, les réponses à des questions fermés et à éventails de réponses obtenues auprès des 103 acteurs de la sécurité dans une quadripartite des forces de la sécurité (FARDC 11,65%, PNC 13,59%, services de renseignement 8,79%); les OSC intervenant dans le secteur 40,78% ; la composante étatique issue de l'administration publique 15,53% et les forces régionales et autres 9,71%.

Les principaux résultats ont révélé que

- Le processus dans sa conception et sa mise en œuvre a escamoté les phases préalables (concertions, sensibilisations, états majors) et noté une très faible implication dans le contrôle citoyen du processus ;
- La non implication des l'ensemble des acteurs de la sécurité est dominante à 61,16% ;
- Les acteurs ayant été les plus impliqués en dehors des FARDC et la PNC ont été le pouvoir exécutif provincial 36%, la société civile 26% et les comités locaux de sécurité 21% ;
- Ni les groupes armés locaux (APCLS et Nyatura), 75,73% ; ni les guérillas 69,9% ; ni les gardes des corps privés, 70,87% ; les sociétés de gardiennage 66,02% et les milices des partis politiques 72,82% n'ont été concernés soit une moyenne de non implication de 71,07% ;
- Ceci traduit une tendance à l'externalité des questions de la sécurité à l'absence de prise en compte des besoins sécuritaires locaux qui restent inférieur au besoin et à améliorer 77,67% contre 20,39% ayant estimé que ces besoins sont considérés ;
- Le niveau de respect de dix principes et obligations retenus note une moyenne de non respect à hauteur de 59,58% :

- Manque de transparence 72,82%, incapacité de rendre compte 65,05%, non appropriation à l'échelle locale 57,28%, absence de la primauté du droit 55,34%, non prise en compte de la RSS comme espace d'intégration des politiques de sécurité 51,31% , respect des droits de l'homme 54,37%, absence d'un cadre pour résoudre les problèmes de la sécurité 49,50%, non surveillance civile du processus 48,54% et non concentration sur l'être humain 42,72%. La moyenne ci-haut témoigne de ce caractère irrévéréncieux de la RSS en contexte du Nord-Kivu.
- La comparaison entre les deux principaux corps FARDC et PNC montre que les forces de la sécurité sont moins respectueuses des principes et normes de la RSS avec une légère indiscipline plus prononcée dans les forces armées que les forces de la police nationale.

Ces résultats confortent nos positions de départ où le niveau d'implication de tous les acteurs du secteur de la sécurité est demeuré faible malgré la symbiose des approches RSS. La prise en compte des besoins de la population en matière de sécurité est restée faible noyée dans les opérations des intégrations militaires et policières, consécutives aux guerres à répétitions, d'où la tendance d'externalité des questions sécuritaires avec une RSS comme une commande extérieure des forces régionales et internationales. A ce mélange instable s'est ajouté le caractère irrévéréncieux de la RSS puisque le respect des principes et des obligations a noté une faiblesse dans la majeure partie des ces 10 composantes.

Les mesures correctrices devraient tendre vers quatre actions d'amélioration :

- Ramener le processus RSS à des évaluations critiques ex-post et des concertations à la base avec les besoins réels des populations en matière de sécurité pour mesurer les performances de la RSS en RDC en général et à l'est du pays en particulier ;
- Initier des mesures correctrices pour élever le niveau d'implication des acteurs et de la population en réorganisant les états généraux de la sécurité et redéfinir le cadre de l'armée et de la PNC dénué des pesanteurs extérieures pour une appropriation des questions sécuritaires par le local dans une relation local fort, central fort ;
- Appliquer régulièrement un baromètre du niveau de respect de 7 ou 10 principes et obligations dans l'évaluation des institutions chargées de la gestion de la force publique (armée et police). Constituer un panel d'évaluateurs internes, puis mixtes, puis externes à composante tripartite (Armée, Police et Société civile) ou quadripartite (Armée, Police, Institutions étatiques et Organisations de la Société Civile) ;
- Refonder les RSS sur les bases d'une gouvernance partagée et démocratique du secteur de la sécurité et permettre un contrôle véritablement citoyen des forces publiques. D'où le bien fondé des plans stratégiques de défense à base des questions de sécurités discutées au niveau local, provincial et national. Il faut dépasser le tabou qui continue à entourer les questions de sécurité et qui enferment le secteur sécuritaire dans un tabernacle des certains militaires hauts placés qui prennent en otage la RSS et le pays.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1]. ADDELHAMID H., Belanger M., CROUZATIER J-M, DOUAILLER S., MAILA J., MBONDA E-M, MIHALI C. et TASSIN E., Sécurité humaine et responsabilité de protéger. L'ordre humanitaire international en question, AUF (agence universitaire de la francophonie) et Editions des archives contemporaines, Paris, 2009.
- [2]. CHIMERHE MUNGUAKONKWA D. Analyse polémologique et géostratégique des guerres du Kivu en RDC. Les FARDC : entre la stratégie défensive fixe et la négomanie ; entre la pax christi et la pax romana Editions Universitaires Européennes, Mauritius, (Allemagne), 2017.
- [3]. DEBBASCH Ch., Science administrative, 5^{ème} Ed. Dalloz, Paris, 1989.
- [4]. DE COURTIVRON H., « Pour la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité, consolider la paix en réformant le secteur de la sécurité au niveau des superstructures de contrôle de validation (ministérielles, parlementaires, sociétés civiles, etc.) » disponible sur le site http://www.world.gouvernance.org/IMG/pdf/575_curtivon-def-pour_une_gouvernance-démocratique-du-secteur-de-la-sécurité-pdf, consulté le 21 mars 2016.
- [5]. G7 Plus, Note sur le baromètre de la fragilité, Kinshasa, RDC, 2013.
- [6]. GERTLER Paul J., MARTINEZ Sebastien, PREMAND Patrick, RAWLINGS Laura B, Christel M. VERMEERSCH J., L'évaluation d'impact en pratique, Banque Mondiale, BIRD, Washington, 2011.
- [7]. HADJAJ-CASTRO HEDIA et WILBEAUX NATACHA, La gestion axée sur les résultats, Ed. Creative commons, Bruxelles, Juillet 2007.
- [8]. LOUBET DEL BAYLE J. L. , Initiation aux méthodes des sciences sociales, L'harmattan, Paris, 2000.
- [9]. Ministère des travaux publics et des services gouvernementaux (Canada), Méthodes d'évaluation des programmes : mesure et attribution des résultats des programmes, 3^{ème} Ed. Pratiques d'examen et études, Revue gouvernementale et services de qualité, direction du sous-contrôleur général et secrétariat du conseil du trésor, Canada, 2014.

- [10]. N'DIAYE B., « La problématique du contrôle parlementaire en Afrique francophone », in OIF, Réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone, OIF, Paris 2010. pp. 40-41.
- [11]. OCDE, Réforme des systèmes de sécurité et gouvernance, principes et bonnes pratiques, 1^{er} Ed. OCDE, 2005.
- [12]. OCDE (Comité d'aide au développement vers un développement efficace), Mesure et gestion axée sur les résultats dans le domaine de la coopération pour le développement. Une revue des difficultés et pratiques chez les membres et observateurs du CAD, OCDE, 2015
- [13]. OIF, Manuel de la gestion axée sur les résultats à l'OIF, Ed. OIF, Décembre 2013.
- [14]. OIF, La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone, UNREC, RASS, OIF, Paris, 2010.
- [15]. ONG CAPD, Différents cas d'insécurité enregistrés et victimes en 2016, Goma, inédit, 2016
- [16]. OTEMIKONGO MANDEFU YAHISULE J., La recherche scientifique en sciences sociales et humaines, Ed. L'Harmattan, Col. Géopolitique mondiale, Paris, 2018.
- [17]. PEAN P., Carnage les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique, Fayard, 2010
- [18]. PNUD, Guide de l'utilisateur pour mesurer la gouvernance locale, PNUD, Oslo Governance Centre, disponible sur oslo.governance.centre@undp.org consulté le 17 décembre 2018.
- [19]. TREMBLAY M. A., Initiation à la recherche dans les sciences humaines, MacGraw-Hill, Montréal, Chicoutimi, Québec, 2010.
- [20]. WONDO OMANYUNDU J.J., Les armées au Congo-Kinshasa Radioscopie de la force publique aux FARDC, Monde nouveau/Afrique nouvelle, Suisse, 2013.
- [21]. WONDO OMANYUNDU J.J., Les forces armées de la RD Congo : une armée irréformable ? Bilan de la défaite du M23-Prospective, Aalst, Belgique, 2015.

Par Deogratias Chimerhe Munguakonkwa. " Niveau d'implication des acteurs et respect des principes et obligations de la Réforme du Secteur de Sécurité par les FARDC et la PNC en Province du Nord-Kivu en RDC de 2011-2016." *IOSR Journal of Humanities and Social Science (IOSR-JHSS)*, 25(9), 2020, pp. 42-57.